

2023/01

DÉPARTEMENT DE L'YONNE

EXTRAIT DU REGISTRE DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE BUSSY en OTHE

NOMBRE DE MEMBRES			
Afférents au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibé- ration	Qui ont pris part au vote
13	13	9	9

Convocation
10/03/2023
Date d'affichage
10/03/2023

Séance du 17 mars

L'an deux mil vingt-trois, le 17 mars

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Catherine DECUYPER, Maire.

Les membres du Conseil Municipal présents : H. CAPPELLAZZI – S. GREMY – B. DOMINIQUE-WEBER DA CONCECAO – W. COLAS – E. TRESCARTES – C. GREGOIRE – F. EUSTACHE – C. GUILLAUME

Absent excusé : P. BARDEL

Absent : C. BLARDAT-KATOUI – P. LAMY-BOYET – A. DEGUY

Secrétaire : S. GREMY

**REGLEMENT FINANCIER DU SDEY
TRAVAUX SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BUSSY-EN-OTHE : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE**

Mme Le Maire rappelle que la commune de Bussy-en-Othe a délibéré le 12 avril 2019 (délibération N° 2019-71) pour transférer la compétence éclairage public au SDEY.

Elle rappelle que le Syndicat Départemental d'Energie de l'Yonne (SDEY) est l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité (AODE) dans l'Yonne.

Mme Le Maire informe le Conseil Municipal que les TRAVAUX sur le territoire de la commune de Bussy-en-Othe, font l'objet de conventions qui définissent les répartitions financières.

Les règles de la comptabilité publique, au travers de l'instruction M14 prévoient que l'engagement de l'organisme public doit rester dans la limite des autorisations budgétaires données par l'assemblée et demeurer subordonné aux autorisations, avis et visas prévus par les lois et règlements propres à chaque catégorie d'organisme public.

Chaque projet fait l'objet d'une convention sur laquelle figurent les pourcentages en fonction de la nature des travaux.

Mme Le Maire propose par cette délibération prise chaque année :

D'accepter de participer sur les travaux à hauteur des p
dans le règlement financier du SDEY (en annexe le règlement
délibération N°72-2022)

Envoyé en préfecture le 22/03/2023
Reçu en préfecture le 22/03/2023
Publié le 19 décembre 2022
ID : 089-218900595-20230317-2023_01-DE

De l'autoriser à signer toutes les conventions financières concernant les TRAVAUX
de toute nature sur le territoire de la commune de Bussy-en-Othe, lorsque la participation
communale totale de la convention ne dépasse pas 10000 €.

Vu les délibérations citées ci-dessus,

Vu les délibérations du Comité Syndical du Syndicat Départemental d'Energies de
l'Yonne en date du 19 décembre 2022 portant règlement financier 2023,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCEPTE de participer sur les travaux à hauteur des pourcentages qui sont indiqués
dans le règlement financier du SDEY en vigueur au moment de la signature de la convention
(règlement complet voté le 19 décembre 2022 (joint en ANNEXE de la présente délibération)).

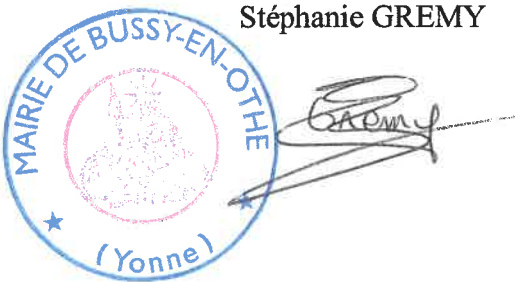
ACCEPTE de contractualiser dans les conditions exposées dans le règlement financier,

ACCEPTE que les participations soient versées au SDEY dans les conditions décrites
au règlement financier, notamment à verser une avance sur sa participation financière égale à 50%
de celle-ci et à régler le solde tel qu'il ressortira du décompte général et définitif de l'entreprise
ayant effectué les travaux sur présentation par le SDEY du titre de paiement correspondant,

AUTORISE Mme Le Maire à signer tout document afférent aux travaux, en particulier
toutes les conventions financières concernant LES TRAVAUX sur le territoire de la commune de
Bussy-en-Othe lorsque la participation communale totale de la convention ne dépasse pas
10.000,00 €.

DIT que les dépenses correspondantes sont (ou seront) inscrites au budget.

La Secrétaire de séance
Stéphanie GREMY



Le Maire
Catherine DECUYPER



REGLEMENT FINANCIER DU SDEY Année 2023

1. PREAMBULE	3
A. Références juridiques	3
B. Périmètre des régimes d'électrification dans l'Yonne	3
C. Répartition de la maîtrise d'ouvrage des travaux	4
2. DISPOSITIONS GENERALES	6
3. MISSIONS DE MAITRE D'ŒUVRE INTERNE.....	8
4. OPERATION DE RENFORCEMENT ET DE SECURISATION DES RESEAUX ELECTRIQUES ET SUPPRESSION DE CABINES HAUTES.....	9
A. Définition renforcement et sécurisation des réseaux électriques	9
B. Modalités financières appliquées par le SDEY	10
5. OPERATIONS DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE.....	12
A. Définition.....	12
B. Par exception la participation peut être demandée directement au professionnel ou au particulier dans les cas suivants	12
C. Modalités financières appliquées par le SDEY	12
6. OPERATIONS D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX ELECTRIQUES.....	14
A. Définition.....	14
B. Modalités financières appliquées par le SDEY	14
7. OPERATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC	15
A. Définition.....	15
B. Modalités financières appliquées par le SDEY	17
8. OPERATIONS DE GENIE CIVIL DE TELECOMMUNICATIONS ET FOURNITURE/POSE FOURREAUX POUR FIBRES OPTIQUES	19
A. Définition Génie Civil de télécommunications et fourniture	19
B. Définition fibres optiques.....	19
C. Modalités financières appliquées par le SDEY	19
9. MOBILITE	21
A. BORNE DE RECHARGE ELECTRIQUE.....	21
B. Modalités financières appliquées par le SDEY	21
C. Véhicules électriques.....	22
10. OPERATION DE GAZ.....	24
A. Définition.....	24
B. Modalités financières appliquées par le SDEY	24

11. SERVICE OPTIMISATION ENERGETIQUE	25
A. Conseil en énergie partagée (CEP)	25
B. Solaire Photovoltaïque	27
C. Solaire Thermique	28
D. Chaufferie bois énergie et réseau de chaleur	29
E. Appels à projets de rénovation énergétique des bâtiments.....	30
F. Aides pour bâtiments neufs	33
G. Appel à projet isolation de combles perdus.....	33
H. Sensibilisation par action de Thermographie.....	34
I. Certificat d'Économie d'Énergie (CEE).....	34
J. Cadastre solaire :	35
12. PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIE (PCRS)	37
13. PEINTURE DE POSTES DE TRANSFORMATION	37
14. CAS EXCEPTIONNEL	37

1. PREAMBULE

A. Références juridiques

- Loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l’électricité
- Loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000
- Loi d’Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003
- Décret n°2007-1280 du 28 août 2007 relatif à la consistance des ouvrages de branchement et d’extension des raccordements aux réseaux publics d’électricité
- Arrêté du 28 août 2007 fixant les modalités de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l’électricité
- Arrêté du 17 juillet 2008 fixant les taux de réfaction mentionnés à l’arrêté du 28 août 2007 susvisé.

B. Périmètre des régimes d’électrification dans l’Yonne

Arrêté préfectoral N°PREF/DCPP/SRCL/2014/0476 du 25 novembre 2014

Concessions urbaines	Communes rurales
APPOIGNY – AUXERRE - AVALLON	402 communes au 31 décembre 2020
BRIENON SUR ARMANCON	
CHABLIS - CHENY	
JOIGNY – MIGENNES - MONETEAU	
PARON - PAROY EN OTHE*- PONT SUR YONNE	
SAINT CLEMENT – SAINT FLORENTIN	
SAINT GEORGES SUR BAULCHE	
SAINT JULIEN DU SAULT - SENS	
TONNERRE – TOUCY – VILLENEUVE LA GUYARD	
VILLENEUVE SUR YONNE	

** Commune distincte de la commune de BRIENON SUR ARMANCON, dont elle garde le régime, suite à leurscission prononcée par arrêté préfectoral en date du 16 octobre 2003*

En bleu : communes couvertes par le contrat de concession du SDEY.

C. Répartition de la maîtrise d'ouvrage des travaux

Origine des travaux	Nature des travaux	Catégorie de communes	
		Urbaine	Rurale
Renforcements			
Levée de contrainte électrique des réseauxBT	Renforcement des réseaux BT et, si nécessaire, remplacement ou création, et raccordement d'unposte de transformation associé	Enedis	SDEY
Levée de contrainte électrique des réseaux HTA	Renforcement des réseaux HTA	Enedis	Enedis
Sécurisation			
Amélioration de la continuité d'alimentation du réseau concédé	Sécurisation des réseaux BT	Enedis	Enedis /SDEY
Raccordement			
Extensions HTA	Extension HTA pour le raccordement d'une installation de consommation ou de production, ycompris les installations collectives	Enedis	Enedis
Extensions BT	Extension BT pour le raccordement individuel d'une installation de consommation (hors installation communale ou intercommunale)	Enedis	SDEY
	Extension BT pour le raccordement individuel d'une installation de consommation communale ou intercommunale	Enedis	SDEY
	Extension BT pour le raccordement d'une installationde consommation collective (au moins 3 PDL) sous maitrise d'ouvrage communale ou intercommunale (immeuble, lotissement) hors ZAC	Enedis	SDEY
	Extension BT pour le raccordement d'une installationde consommation collective dans les ZAC	Enedis	SDEY
	Extension BT pour le raccordement d'une installation collective (au moins 3 PDL) sous maitrise d'ouvrage autre que communale ou intercommunale (immeuble, lotissement)	Enedis	SDEY

Extensions BT	Extension BT pour le raccordement d'une installation de production ≤6kVA simultanée avec une installation individuelle de consommation	Enedis	SDEY
	Extension BT pour le raccordement de bâtiments publics neufs comportant simultanément de la production d'électricité pour une puissance inférieure ou égale à 36kVA et de la consommation	Enedis	SDEY
	Extension BT pour le raccordement de toute autre installation de production	Enedis	Enedis
Branchements	Branchement individuel BT d'une installation de consommation sans extension	Enedis	Enedis
	Branchement individuel BT d'une installation de consommation suite à extension	Enedis	Enedis
	Branchement de toute installation de production	Enedis	Enedis
Ouvrages BT sur terrain d'assiette des raccordements collectifs	Ouvrages de branchement et d'extension BT sur terrain d'assiette d'une opération collective sous maîtrise d'ouvrage communale ou intercommunale (au moins 3 PDL) (immeuble, lotissement, ZAC)	Enedis	SDEY
	Ouvrages de branchement et d'extension BT sur terrain d'assiette d'une opération collective sous maîtrise d'ouvrage autre que communale ou intercommunale (au moins 3 PDL) (immeuble, lotissement, ZAC)	Enedis	SDEY
Intégration des ouvrages dans l'environnement	Effacement BT	SDEY	SDEY
	Effacement HTA	Enedis	Enedis
Déplacement d'ouvrages	Déplacements d'ouvrage à la demande de tiers	Enedis	Enedis
	Dépose ouvrage aérien HS	Enedis	Enedis

Le compteur et le disjoncteur seront installés par ENEDIS.

Glossaire :

- **MO** : Maîtrise d'ouvrage
- **BT** : Basse Tension < 1000 V
- **EP** : Eclairage public
- **FT** : France Télécom
- **GCTEL** : Génie Civil de Télécommunications

2. DISPOSITIONS GENERALES

- Pour les communes urbaines, la participation du SDEY sera proratisée à hauteur du taux de la taxe conservée par le SDEY.
Si le SDEY conserve 50% de la TCCFE d'une commune urbaine, la subvention du SDEY sera de 50% du taux accordé aux communes qui reversent 100% de leur TCCFE.
Seules les communes qui reversent de la TCCFE au SDEY peuvent prétendre aux subventions du SDEY. Cela exclut toutes structures non adhérentes au SDEY, excepté pour les extensions de réseau et les conventions (notamment CEP) conclues avant le 1^{er} janvier 2022.
Ces dispositions s'appliquent à toutes les compétences et services du SDEY, dans le respect de l'article L.1111-10 du CGCT qui prévoit une participation minimale du maître d'ouvrage de 20% du total des financements apportés par des personnes publiques.
- La TVA ou le FCTVA sont récupérés par le SDEY quel que soit le type de travaux effectués sous sa maîtrise d'ouvrage sauf pour les travaux de génie civil de télécommunications et de pose de fourreaux pour la fibre optique.
- Les travaux de télécommunication se verront appliquer de la TVA.
- Le terme « demandeur » (ci-après), désigne aussi bien une collectivité territoriale, un EPCI (établissement public de coopération intercommunal), un particulier ou un professionnel.
- Les fonds de concours des demandeurs sont à établir au nom du Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne.
- Lorsque les travaux dépassent 15 000€ TTC, un acompte de 50% du fonds de concours de la collectivité territoriale ou de l'EPCI sera demandé à la commande des travaux, le solde à réception du DGD.
- Dans le cadre de l'article 5.2 (ci-après), un acompte de 80% du fonds de concours du professionnel ou du particulier sera demandé avant la commande des travaux, le solde à réception du DGD.
- Une même opération peut être financée par plusieurs types de programmes (FACé, Article 8, fonds propres). Certaines opérations peuvent être totalement ou partiellement subventionnées par une subvention FACE et/ou Article 8.
- Les collectivités territoriales, ou les EPCI le cas échéant, solliciteront un devis auprès d'ORANGE pour les travaux de câblage et reprise des abonnés, lors des travaux de génie civil de télécommunications en commun avec des travaux de renforcement en souterrain ou de dissimulation et extension des réseaux électriques. Le coût intégral dudit devis sera à la charge des collectivités territoriales ou de leurs groupements, le cas échéant.
- Le SDEY ne peut faire et participer à des travaux d'éclairage public que lorsque la commune lui a transféré sa compétence au niveau 1 minimum.
- Le SDEY règle intégralement les factures et peut calculer les fonds de concours des demandeurs sur la totalité des travaux de l'affaire (avant-projet, missions de maîtrise d'œuvre, étude et travaux et travaux supplémentaires tels que dépôt de poteaux et groupes électrogènes, investigations complémentaires).
- Une convention financière peut être signée par plusieurs demandeurs s'il y a un égal partage des coûts d'une opération sur un même projet.
- Les conventions financières de travaux d'électrification (et travaux liés), d'éclairage public, ou d'études énergétiques, seront caduques si la commune n'a pas délibéré dans les 4 mois suivant la date d'envoi de la convention et au plus tard au 1^{er} décembre de chaque année.
- Le montant de fonds propres apporté aux communes urbaines correspond au maximum au montant de la taxe conservée par le SDEY.

- L'AVP (avant-projet) ou l'étude préalable à une opération demandée par un professionnel ou un particulier fera l'objet d'un acompte de 50% avant sa remise. Si les travaux se réalisent, le montant de l'AVP ou de l'étude viendra en déduction de la participation financière, conformément aux modalités de financement pour cette affaire.
- Les AVP et les études seront facturés à 70% du TTC aux communes, et à 100% du TTC pour les autres demandeurs, s'ils ne sont pas suivis de travaux dans les 3 ans. Si les travaux se réalisent, le montant de l'AVP ou de l'étude viendra en déduction de la participation financière de la collectivité territoriale, conformément aux modalités de financement pour cette affaire.
- A la fin de la validité des subventions FACE ou ARTICLE 8, s'il reste un reliquat qui ne peut être porté sur un nouveau dossier, le SDEY s'accorde le droit de déroger au montant du plafond.
- Les titres émis par le SDEY seront recouverts par le biais du mandatement d'office si après deux mises en demeure préalable, ils ne donnent pas lieu aux mandats correspondants.
- Lorsque la collectivité impose, hors obligation technique, un remblaiement des tranchées avec des matériaux autres que ceux énumérés ci-après, alors le surcoût est 100% à sa charge.

Les matériaux préconisés par le SDEY sont les suivants :

- Concassés 0/20 méthodiquement compactés par couches de 20 cm d'épaisseur, sur profondeur de la tranchée au-dessus du sable d'enrobage.
- Déblais retraités à la chaux sans plus-value, méthodiquement compactés par couches de 20 cm d'épaisseur.
- Le Président du SDEY est autorisé à signer tous les documents qui concourent à la mise en œuvre de ce règlement.

3. MISSIONS DE MAITRE D'ŒUVRE INTERNE

Le SDEY peut assurer directement la mission de maîtrise d'œuvre de tous types de travaux.Elle est valorisée comme suit, sauf dispositions contraires :

- Mission A (avant-projet) : taux de 1% sur le montant estimatif du devis des études ou travaux HT.
- Mission B (missions de maîtrise d'œuvre) : taux de 5% sur le montant définitif des travaux + étude HT.

Etude d'éclairage publique : les études d'éclairage public seront valorisées selon les prix du tableau joint en annexe.

Lorsque la collectivité territoriale fait une demande de travaux, une convention AVP peut lui être transmise avant chiffrage des travaux. L'AVP et les études seront facturés à 70% du TTC s'ils ne sont pas suivis de travaux dans les 3 ans. Si les travaux se réalisent, le montant de l'AVP ou de l'étude viendra en déduction de la participation financière de la collectivité territoriale conformément aux modalités de financement pour cette affaire. Pour les AVP, si une même affaire a été chiffrée en aérien et en souterrain, le forfait demandé à la commune sera le moins cher des deux.

La collectivité territoriale paie 1 AVP pour une solution de base et une variante. Il faut que la collectivité territoriale demande la variante dès la première visite sur place.

Au-delà, elle devra payer un nouvel AVP.

Commande	Sans poste ou L<400m en TTC	Poste ou L> 400 m en TTC
Extension	250,00 €	500,00 €
Dissimulation	700,00 €	1 350,00 €

4. OPERATION DE RENFORCEMENT ET DE SECURISATION DES RESEAUX ELECTRIQUES ET SUPPRESSION DE CABINES HAUTES

A. Définition renforcement et sécurisation des réseaux électriques

Renforcement des réseaux électriques

Article 9-A du Cahier des Charges de concession : « on appelle renforcement du réseau concédé toute modification des ouvrages existants nécessitée par l'accroissement de la demande d'électricité ».

La tension sur les réseaux doit être comprise entre 207 et 244 volts. En deçà de 207 volts, le niveau de tension est insuffisant et au-delà de 244 volts le niveau de tension est en « surtension ».

Lorsque les appels d'électricité sont simultanés et nombreux, le niveau de la tension baisse et, si elle n'est plus dans les seuils admissibles, des travaux de renforcement sont nécessaires. Ces travaux consistent donc à améliorer le réseau de distribution électrique afin que la qualité du courant fourni aux abonnés soit satisfaisante.

En fonction de l'analyse technique du réseau, plusieurs solutions sont envisageables : diminution de la longueur des lignes, augmentation de la capacité ou création de poste de transformation, augmentation de la section des câbles électriques, changement de conducteur.

- Les travaux de renforcement et sécurisation se feront en souterrain dans les cas suivants, après décision du maître d'ouvrage :
 - Lié à raisons techniques
 - Dans les bourgs
 - Près des monuments historiques
 - Dans le périmètre des sites classés
 - Dans les communes du parc naturel du Morvan

Sécurisation des réseaux électriques

L'opération de sécurisation consiste à remplacer les fils nus, fragilisés et vétustes, par des câbles torsadés plus résistants, donc moins exposés aux contraintes climatiques, permettant ainsi de résorber les coupures de courant.

- **Les travaux de renforcement sont éligibles aux aides suivantes :**
 - Fonds d'Amortissement des Charges d'électrification rurale : FACE AB
 - Convention de modernisation
- **Les travaux de sécurisation sont éligibles aux aides suivantes :**
 - Fonds d'Amortissement des Charges d'électrification rurale : FACE S et FACE S',
 - Article 8
 - Convention de modernisation

Suppression d'une cabine haute

- Les travaux de démolition d'une cabine haute afin de la remplacer par un poste de transformation plus récent concernent :
 - La démolition de la cabine
 - La fourniture du poste
 - La reprise de la haute tension et de la basse tension

Seuls les travaux liés techniquement à la suppression de la cabine haute seront pris en charge dans ce programme.

B. Modalités financières appliquées par le SDEY

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	PARTICIPATION DU SDEY	SUBVENTION	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
RENFORCEMENT ET SECURISATION <i>Etude sur fonds propres</i>	Sur le territoire des communes rurales et urbaines		30% du HT + TVA sur l'ensemble		70% du HT
	Réseau électrique				
	(souterrain ou aérien)				
RENFORCEMENT FACE AB SECURISATION FACE S FACE S'	Sécurisation ou renforcement seul, ou renforcement lié à un acte d'urbanisme pour une construction individuelle, un bâtiment public ou lotissement public.	Sur le territoire des communes rurales	20% du HT + TVA sur l'ensemble	FACE 80% du HT	0%
RENFORCEMENT SECURISATION Convention ENEDIS	Réseau électrique (souterrain ou aérien) Sécurisation ou renforcement seul, ou renforcement lié à un acte d'urbanisme pour une construction individuelle, un bâtiment public ou lotissement public.	Sur le territoire des communes rurales	50% du HT + TVA sur l'ensemble	ENEDIS 50% du HT	0%

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	PARTICIPATION DU SDEY	SUBVENTION	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
SECURISATION ART 8	Réseau électrique (souterrain ou aérien) Sécurisation	Sur le territoire des communes rurales	60% du HT + TVA sur l'ensemble	ENEDIS 40% du HT	0%
RENFORCEMENT ET SECURISATION DES RESEAUX SUR FONDS PROPRES	Réseau électrique (souterrain ou aérien) Sécurisation ou renforcement seul, ou renforcement lié à un acte d'urbanisme pour une construction individuelle, un bâtiment public ou lotissement public.	Sur le territoire des communes rurales	100% du HT + TVA sur l'ensemble		0%
SUPPRESSION CABINE HAUTE <i>Etude sur fonds propres</i>	Cabine et Réseau électrique (souterrain ou aérien)	Sur le territoire des communes rurales	100% + TVA (Pour 2022, 2023, 2024, 2025)		0%
SUPPRESSION CABINE HAUTE SUR FONDS PROPRES	Cabine et Réseau électrique Fonds propres (souterrain ou aérien) et réseau lié (jusqu'à 10 000€)	Sur le territoire des communes rurales	100% + TVA (Pour 2022, 2023, 2024, 2025)		0%
	Cabine et Réseau électrique Convention ENEDIS (souterrain ou aérien) et réseau lié (jusqu'à 10 000€)	Sur le territoire des communes rurales	50% + TVA (Pour 2022, 2023, 2024, 2025)	ENEDIS 50% du HT	0%

5. OPERATIONS DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE

A. Définition

Article 23-1 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 : le raccordement d'un utilisateur aux réseaux publics comprend la création d'ouvrages d'extension, d'ouvrages de branchement en basse tension (BT) et, le cas échéant, le renforcement des réseaux existants.

Depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 et la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, c'est à la collectivité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanismes qu'il revient de prendre en charge les coûts de ces réseaux.

B. Par exception la participation peut être demandée directement au professionnel ou au particulier dans les cas suivants

- Dossier sans autorisation d'urbanisme
- Réalisation d'équipements publics exceptionnels (L 332-8 du code de l'urbanisme)
- Raccordement d'une installation de production d'électricité
- Les équipements propres et de moins de 100 mètres (L332-15 du code de l'urbanisme)
- Les ZAC (zone d'aménagement concertée) dans le cadre d'un PUP (projet urbain partenarial)

C. Modalités financières appliquées par le SDEY

Le concessionnaire ENEDIS reverse au SDEY une part des recettes qu'il perçoit au titre du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE). Cette part couverte par le tarif (PCT) est égale au taux de 40%.

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	PARTICIPATION DU SDEY	SUBVENTION	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
EXTENSION ET RENFORCEMENT LIE EN DEHORS DES CAS LISTÉS AU POINT 4.2 <i>Etude sur fonds propres</i>	Réseau électrique	Toutes personnes sur le territoire d'une commune rurale ou EPCI	TVA sur l'ensemble	30% du HT	70% du HT

EXTENSION PARTICULIER/ COLLECTIVITE TERRITORIALE / PROFESSIONNEL	Réseau électrique	Toutes personnes sur le territoire d'une commune rurale ou EPCI	TVA sur l'ensemble	PCT 40% du HT	60% du HT
RENFORCEMENT LIE A UNE EXTENSION EN DEHORS DES CAS LISTÉS AU POINT 4.2	Réseau électrique	Toutes personnes sur le territoire d'une commune rurale ou EPCI	TVA sur l'ensemble	PCT 40% du HT	60% du HT
EXTENSION FACE AE	Réseau électrique		20% + TVA	FACE AE 80%	0%

FACE AE : Les aides du sous-programme extension de réseaux ont pour objet d'aider à l'extension des réseaux, hormis le cas où le coût de celle-ci n'est pas à la charge du maître d'ouvrage par application des dispositions de l'article L 342.11 du code de l'énergie.

6. OPERATIONS D’ENFOUISSEMENT DES RESEAUX ELECTRIQUES

A. Définition

La dissimulation consiste à enfouir les lignes électriques et à améliorer l’environnement en rendant les réseaux d’électricité plus discrets, tout en protégeant les équipements des intempéries.
Les travaux de dissimulation sont susceptibles de bénéficier de deux types de subventions et de trois types de financements :

- **FACE C** : Subvention réservée aux travaux d’enfouissement pour amélioration esthétique versé par le Fonds d’Amortissement des Charges d’Électrification rurale
- **Article 8** : Subvention ENEDIS qui est destinée à l’amélioration esthétique des ouvrages de concession.

B. Modalités financières appliquées par le SDEY

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	PARTICIPATION DU SDEY	SUBVENTION	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
DISSIMULATION FACE C	Réseau électrique	Sur le territoire des communes rurales Plafond de 60 000€ HT maximum	25% du HT + TVA sur l’ensemble	FACE 40% du HT	35% du HT
DISSIMULATION ARTICLE 8	Réseau électrique	Sur le territoire des communes rurales (Plafond de 60 000€ HT maximum) et urbaines (Plafond de 50 000€ HT maximum)	25% du HT + TVA sur l’ensemble	40% ARTICLE 8 / ENEDIS	35% du HT
DISSIMULATION SUR FONDS PROPRES <i>Etude ou travaux</i>	Réseau électrique	Sur le territoire des communes rurales et urbaines	30% du HT + TVA sur l’ensemble		70% du HT

- Au-delà du plafond des 60 000€ HT (ou 50 000€ pour les communes urbaines) du FACE ou ARTICLE 8, le surplus des travaux se calculera sur fonds propres.
- Si la commune présente un projet de dissimulation en plusieurs tranches, la subvention article 8 ne pourra être octroyée que pour une seule tranche. Le reste de l’affaire pourra être subventionné par le FACE ou sur fonds propres.
- A la fin de la validité des subventions FACE ou ARTICLE 8, s’il reste un reliquat qui ne peut être porté sur un nouveau dossier, le SDEY s’accorde le droit de déroger au montant du plafond.

7. OPERATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

A. Définition

Les travaux d'éclairage public sont la réalisation de travaux d'extension ou de rénovation de l'éclairage comprenant l'intégralité des travaux de l'armoire de commande aux sources lumineuses, y compris le terrassement, fourniture et pose de tous équipements (lampes, luminaires, crosses et mâts, équipements divers électriques et électroniques de connexion, de pilotage, de gestion, etc.) et mise à jour de la base de données.

Les travaux d'éclairage public peuvent également être liés à une extension, un renforcement ou une dissimulation du réseau BT.

Eclairage public intelligent

Il se décompose en trois niveaux :

- **Premier niveau** : moduler l'éclairage en fonction de la présence de personnes ou de véhicules, de l'état du luminaire. Objectifs : prolonger la durée de vie des lampes et économiser de l'énergie.
- **Deuxième niveau** : utilise le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur le réseau d'éclairage public pour connaître, informer, diffuser en temps réel l'état, la consommation du luminaire. Cela peut permettre, par exemple, d'anticiper des changements de sources vétustes et donc d'éviter des maintenances trop fréquentes.
- **Troisième niveau** : raccordement des luminaires en réseau pour le fonctionnement d'autres services : capteurs divers et variés (gestion de stationnement, niveau de pollution, ...), haut-parleurs, caméra de vidéosurveillance, WIFI, bornes de recharges de véhicules électriques, points de recharge de smartphone, bancs connectés etc.

Les termes éclairage smart, connecté, etc... font tous référence à l'éclairage intelligent.

Travaux de maintenance

Dans le cas du transfert de compétence « éclairage public » par une commune avec le volet maintenance. Celle-ci consiste à réaliser toutes les opérations de dépannage nécessaires au bon fonctionnement de l'éclairage public. (Point 4.3.3 des délibérations des communes)

Maintenance préventive

L'organisation financière de la maintenance préventive permet de donner aux communes le coût forfaitaire annuel par point lumineux et par armoire de commande.

Ce montant forfaitaire annuel par point lumineux a été calculé avec :

- Une part fixe établie selon :
 - Le nombre de visites choisi par la commune
 - La composition du parc d'éclairage public (nombre de points lumineux et armoires)
 - Le prix des lignes du bordereau du marché « éclairage public » en cours.
 - Une part pour la gestion et la mise à jour du SIG dédié à l'éclairage public

- Une part variable à partir de 3 visites annuelles établie selon :
 - Les fournitures courantes les plus souvent remplacées
 - La vétusté du parc d'éclairage public de la commune
- Une part pour la gestion et la mise à jour du SIG dédié à l'éclairage public

La part fixe comprend les tournées choisies par les communes. Les communes ont la possibilité d'opter entre 1, 3, ou 4 visites annuelles

La part variable est prise en compte à partir du forfait de 3 visites annuelles et comprend le remplacement des fournitures courantes (changement sources lumineuses, ballast, condensateur, horloge, fusibles, contacteur, etc.). Elle s'appuie sur une ~~étude~~ ^{évaluation} de panne en fonction du nombre de points lumineux de la commune, pondérée annuellement selon l'état du parc. Cela permet de proposer une diminution de cette part pour les communes ayant fait des travaux de rénovation de l'éclairage public.

Ce coût ne comprend pas les remplacements de luminaires, d'armoires, de candélabres, qui feront l'objet d'un devis et d'une commande spécifique de la commune selon les prix du bordereau de marché.

La part fixe et la part variable représentent les deux éléments de l'organisation financière de base du forfait de maintenance préventive.

En option, une visite de nettoyage des lanternes peut être demandée par la commune. Le coût par point lumineux sera alors à ajouter aux deux éléments précédents. Cette visite de nettoyage est proposée en option en raison de son caractère spécifique.

Montant financier proposé

La part fixe proposée est de :

1 visite :	3€ par point lumineux + 10 € par armoire
3 visites :	5€ du point lumineux + 10 € par point lumineux non LED + 30 € par armoire
4 visites :	6€ du point lumineux + 10 € par point lumineux non LED + 40 € par armoire

Maintenance gratuite des travaux effectués pendant les 5 années suivant le passage du parc complet en 100% LED intelligent. Les cinq années courent à partir de la date de réception des travaux inscrite sur le procès-verbal de réception.

La part variable proposée au point lumineux est de : 10 € pour les points lumineux non LED. Cette part est ~~être~~ ramenée à 0 pour les points lumineux LED.

En option, la visite de nettoyage est proposée à 15€ par point lumineux. Ce montant est lié à la spécificité de cette prestation (main d'œuvre et matériel). Elle est proposée à part pour les communes intéressées en raison de son montant élevé.

Chaque année le SDEY émettra les titres de recette aux communes ayant transféré la compétence d’éclairage public pour le montant forfaitaire annuel (selon la prestation choisie par la commune). Il sera fait application d’un prorata temporis pour les communes délibérant en cours d’année, et en fonction du nombre de visites réellement réalisées. Le calcul du montant forfaitaire se fera à partir du mois suivant la délibération de la commune indiquant le nombre de visites retenu. Les titres sont émis en fin d’année. Un remboursement sera fait si les visites n’ont pas été réalisées.

B. Modalités financières appliquées par le SDEY

Le SDEY prend en charge 50% du coût des réparations dans le cadre de sinistres. Les 50 % HT restants sont à la charge de la commune.

Concernant les sources lumineuses, le SDEY subventionne uniquement la technologie LED. L

Programme de Rénovation 2023 : une délibération sera prise en comité en juillet 2023 afin d’arrêter la liste définitive des communes qui bénéficient des aides à 60%. Pour ce faire les communes auront obligatoirement délibéré avant le 1er juillet.

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	PARTICIPATIONDU SDEY	SUBVENTION	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
ECLAIRAGEPUBLIC ET GENIE CIVIL <i>Etude</i>	Tous travaux y compris rénovation	Sur le territoire des communes rurales et communes urbaines	30% du HT + TVA		70% du HT
ECLAIRAGEPUBLIC ET GENIE CIVIL	Tous travaux excepté remplacement	Sur le territoire des communes rurales et communes urbaines	40%* du HT + totalité de la TVA		60% du HT
ECLAIRAGE PUBLIC LED INTELLIGENT	Uniquement si rénovation complète du parc ou équipement complet du parc led existant en télégestion (bourg et hameaux sauf communes nouvelles et communes associées)		60% * du HT+ totalité de la TVA		40% du HT
	Peut comprendre la crosse, le luminaire, et le changement du mât si nécessaire.	Sur le territoire des communes rurales et communes urbaines	10% du HT + la totalité de la TVA	50% convention de modernisation	40% du HT

RENOVATION DES ARMOIRES D'ECLAIRAGE PUBLIC	Uniquement si rénovation de l'ensemble des armoires vétustes du parc (bourg et hameaux sauf communes		60%* du HT+ la totalité de la TVA		40% du HT
	nouvelles et communes associées)				
MAINTENANCE ET ENTRETIEN	Maintenance curative ou contrat existant et marché de maintenance	Sur le territoire des communes rurales et communes urbaines	25% du TTC		75% du TTC
ECLAIRAGE PUBLIC lié à un RENFORCEMENT (y compris renforcement lié à une extension) ou une SECURISATION (FACE OU FONDS PROPRE)	Choix pour le demandeur : garder le même nombre de luminaires de base ou choisir un autre luminaire. Si le nouveau luminaire est plus cher : le demandeur prend en charge la différence entre le forfait de 1500€ ou 600€ et le coût réel ou opte pour un autre programme EP subventionné. Le reste des travaux liés à la restitution sont pris en charge à 100% par le SDEY.				
	Eclairage public	Sur le territoire des communes rurales	1 forfait maximum par point lumineux posé : Sur mat : 1500€ HT Sur bâtiment : 600€ HT + 100 % HT du reste des fournitures et travaux		

Lorsque la commune souhaite mettre en place une solution d'éclairage autonome, une comparaison entre le coût d'une solution filaire et autonome est proposée à la commune.

Dans le cas où la commune souhaiterait tout de même choisir une solution d'éclairage autonome alors même que ce n'est pas la solution la plus économique, alors le SDEY apportera uniquement 40% du HT sur un plafond de 1 500€ HT. Le reste étant à la charge de la commune déduction faite de la TVA pris en charge par le SDEY sur la totalité de l'affaire.

8. OPERATIONS DE GENIE CIVIL DE TELECOMMUNICATIONS ET FOURNITURE/POSE FOURREAUX POURFIBRES OPTIQUES

A. Définition Génie Civil de télécommunications et fourniture

Le SDEY réalise les travaux d’extension du génie civil de télécommunications dans le cadre de la convention générale signée avec ORANGE. Les travaux de télécommunications peuvent être liés à une extension, un renforcement ou une dissimulation.

Les opérations de génie civil de télécommunications (GCTEL) ou France télécom (FT) ou Réseaux téléphonique(RT) sont des déterminations différentes mais qui désignent le même type de travaux.

B. Définition fibres optiques

La fibre optique est un fil de verre transparent conduisant un signal lumineux codé, permettant de transporter simultanément et à grande vitesse la télévision, le téléphone et l’Internet Très haut Débit (THD). Afin d’anticiper la réalisation du réseau départemental THD, des fourreaux sont posés pour accueillir la future fibre optique, dès qu'une opportunité de travaux se présente.

C. Modalités financières appliquées par le SDEY

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	PARTICIPATIONDU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
GCTEL lié à une extension ou dissimulation <i>Etude outravaux</i>	Réseaux télécom	Sur le territoire des communes rurales ou urbaines	30% du TTC	70 % du TTC
		Tous professionnels et agriculteurs ou raccordement d’un bâtiment existant ou EPCIou lotissement communalou lotissement privé sur le territoire d’une commune rurale	0%	100% du TTC
		Sur le territoire des communes rurales ou urbaines	30% du HT	70% du HT + la totalité de la TVA
MAITRISE D’ŒUVRE liée GCTEL lié à une extension ou dissimulation <i>Etude ou travaux</i>	Maitrise d’œuvre	Tous professionnels et agriculteurs sur le territoire d’une communerurale ou EPCI ou lotissement communal oulotissement privé	0%	100% du HT

GCTEL lié à un RENFORCEMENT	Réseau Téléphonique	Sur le territoire des communes rurales	50% du TTC	50% du TTC
MAITRISE D'ŒUVRE liée GCTEL lié à un RENFORCEMENT	Maitrise d'œuvre	Sur le territoire des communes rurales ou urbaines	50% du HT	50% du HT + la totalité de la TVA
GCTEL lié à une CABINE HAUTE ou une SECURISATION	Réseau Téléphonique	Sur le territoire des communes rurales	70% du TTC (Pour 2022, 2023, 2024, 2025)	30% du TTC
MAITRISE D'ŒUVRE liée GCTEL lié à une CABINE HAUTE ou une SECURISATION	Maitrise d'œuvre	Sur le territoire des communes rurales ou urbaines	70% du HT (Pour 2022, 2023, 2024, 2025)	30% HT + la totalité de la TVA
FIBRE OPTIQUE Etude	Fourreaux et chambres et maitrise d'œuvre	Sur le territoire des communes rurales ou urbaines	30% du TTC	70% du TTC
FIBRE OPTIQUE	Fourreaux et chambres	Sur le territoire des communes rurales ou urbaines	50% du TTC	50% du TTC
MAITRISE D'ŒUVRE liée fibre optique	Maitrise d'œuvre	Sur le territoire des communes rurales ou urbaines	50% du HT	50% du HT+ la totalité de la TVA
Fibre optique avec propriété du demandeur	Fourreaux et chambres et Génie Civil			100 % du TTC
Maitrise d'œuvre liée à la fibre optique avec propriété du demandeur	Maitrise d'œuvre			100 % du TTC
Fibre optique propriété du SDEY	Fourreaux et chambres et Génie Civil		100 % du TTC	

A réception des travaux par le SDEY, celui-ci émet un titre du montant total des travaux (AVP, partie B, étude et travaux) puis verse une subvention à la commune à hauteur du montant de la participation du SDEY inscrit dans le tableau ci-dessus.

9. MOBILITE

A. BORNE DE RECHARGE ELECTRIQUE

Définition

Le SDEY a adopté en 2022 un Schéma Directeur pour le déploiement d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE). Ce schéma précise les objectifs et priorités de déploiement du réseau de recharge dans le département, incluant les nouvelles infrastructures et la confortation ou l'intensification de stations existantes.

A partir du 1^{er} janvier 2023, le SDEY acceptera uniquement les transferts de compétence IRVE pour les communes comprises dans son contrat de concession et versant une fraction de leur TCCFE au SDEY.

Pour les communes urbaines, le SDEY deviendra titulaire de l'ensemble des contrats de fourniture des IRVE, à l'échéance des contrats actuels.

- Recharge de faible puissance :
 - Borne de puissance < à 36kW, AC ou DC, un ou deux points de recharge, sur pied, candélabre ou mobilier urbain.
- Recharge de haute puissance :
 - Borne DC haute puissance 36 à 120 kW-
- Recharge de très haute puissance :
 - Borne DC très haute puissance : puissance supérieure à 120 kW-

Autre intervention du SDEY :

- Déplacement d'une infrastructure de recharge existante, incluant la demande de coupure de réseau, la dépose de l'infrastructure, le génie civil nécessaire à l'accueil de l'infrastructure et à son raccordement au réseau de distribution, la repose de l'infrastructure, son alimentation et sa remise en service.
- Retrait et/ou remplacement d'une infrastructure de recharge existante, à la demande de la commune ou sur décision du SDEY.

B. Modalités financières appliquées par le SDEY

	Participation du SDEY		SUBVENTION	Fonds de concours Communes rurales/urbaines
	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
Borne de faible puissance	30% du HT + TVA	100%		70% HT du coût de la borne et de son installation

Borne de haute puissance	30% du HT + TVA	100%		70% HT du coût de la borne et de son installation
Rapide très haute puissance	30% du HT + TVA	100%		70% HT du coût de la borne et de son installation
Extension et renforcement de réseaux à l'installation d'une borne (ou alternative : stockage, pilotage dynamique, etc...)	100%	100%		0%
Modification de site ou de station existante à la demande de la commune (déplacement, retrait, remplacement)	30% du HT + TVA			70% HT du coût de la borne et de son installation
Projet d'intérêt stratégique pour le réseau public de recharge, en cohérence avec le SDIRVE et à l'initiative du SDEY (borne de faible à très haute puissance et modification de site)	100%			0 %

Le SDEY fera la demande de subvention possible le cas échéant au programme ADVENIR. Si la somme de la participation de la commune et le montant de la subvention ADVENIR dépassent le coût de l'installation de la borne, le solde d'aide ADVENIR viendra en déduction de la participation de la commune.

Le SDEY prend en charge l'intégralité des coûts d'exploitation et de maintenance des infrastructures de recharge, en exercice de la compétence transférée. En contrepartie, le SDEY se rémunère sur la totalité des recettes d'exploitation du réseau public de recharge.

La participation de la commune est calculée hors maîtrise d'œuvre, qui reste à la charge du SDEY.

C. Véhicules électriques

Modalités financières appliquées par le SDEY

Le SDEY verse à ses adhérents reversant de la TCCFE :

- Une subvention de 3 000€ pour l'achat ou la location d'une voiture électrique, neuve ou d'occasion, par demandeur
- Une subvention de 30% par vélo, plafonné à 500€, et pour l'achat de deux vélos électriques maximum.

Toutes autres structures ou les particuliers ne pourront pas bénéficier de ce type de subvention.

Ce type de subvention ne sera par ailleurs accordée que dans la limite de 1 voiture tous les 5 ans, et deux vélos par demandeur. Les voitures doivent être soumises à immatriculation.

Une seconde subvention de 3 000€ peut toutefois être versée au demandeur si le deuxième véhicule électrique en question est dédié en partie à l'auto-partage.

Plusieurs subventions de 500€ peuvent toutefois être versées à un même demandeur pour l'achat de vélos, dans le cadre d'un projet touristique à échelle départementale.

10. OPERATION DE GAZ

A. Définition

Le SDEY peut intervenir pour les travaux de gaz sur le territoire des communes membres lorsque le ratio B/I(Bénéfice/investissement) n'est pas assez favorable pour l'intervention de GRDF.

B. Modalités financières appliquées par le SDEY

- Le SDEY prend en charge 30% du montant HT des travaux plafonné à 50 000€ du HT soit un maximum d'aide de 15 000€. Le reste est à la charge de la commune.
- Si les travaux sont supérieurs à 50 000€, le SDEY participe à 20% du surplus. Le reste est à la charge de la commune.

11. SERVICE OPTIMISATION ENERGETIQUE

A. Conseil en énergie partagée (CEP)

Pour permettre aux collectivités de maîtriser leurs factures d'énergies et de développer une véritable politique d'efficacité énergétique, le SDEY propose un accompagnement de proximité simple et opérationnel : le

« Conseil en Energie Partagé », un dispositif soutenu par l'ADEME et la région Bourgogne Franche Comté.

Le « Conseil en Energie » cible les actions les plus efficaces et les plus rentables à mettre en œuvre par les collectivités pour diminuer les consommations d'énergie des bâtiments, tout en maintenant un niveau de confort identique. Pour cela, des études énergétiques, co-financées par l'ADEME et/ou la REGION et le SDEY, sont réalisées par les bureaux d'études sélectionnés (marchés publics) par le SDEY. Elles consistent en l'analyse des consommations énergétiques du patrimoine bâti en fonction de ses usages, de son enveloppe et de ses installations techniques, en l'établissement de préconisations en vue d'optimiser les dépenses énergétiques et en l'établissement de différents scénarios de travaux. Des études peuvent également permettre d'établir la faisabilité de projets d'Energies renouvelables.

Le CEP est ouvert aux communes ayant transféré leur pouvoir concédant.

Cotisation annuelle

Pour les communes ayant transféré leur pouvoir concédant :

- Pour les communes de moins de 2000 hab. : 0.4 €/hab./an
- Pour les communes de plus de 2000 hab., 2 strates de cotisations sont appliquées :
 - De 0 à 2000 hab. : 0.4 €/hab./an
 - Au-delà de 2000 hab. : 0.2 €/hab./an

Durée minimale de la convention : 4 ans

Les EPCI dont les conventions d'adhésion sont antérieures au 1^{er} janvier 2022 continuent de pouvoir prétendre aux aides énoncées dans ce règlement jusqu'au terme de leur convention CEP.

Il sera fait application d'un prorata temporis pour les collectivités délibérant en cours d'année. Le calcul de la cotisation se fera à partir du mois suivant la délibération de la collectivité (avant le 15 du mois, ce mois est compté, à compter du 15 du mois, ce mois n'est pas compté). La dernière année d'adhésion, il sera également fait application d'un prorata temporis si l'adhésion avait eu lieu en cours d'année.

Le SDEY demande, aux collectivités adhérentes au programme CEP, de transmettre tous les documents permettant la bonne réalisation de l'inventaire patrimonial et des bilans énergétiques. Dans le cas contraire, le SDEY se réserve la possibilité de ne pas permettre l'accès aux aides aux investissements.

Participation basée sur le coût de l'étude énergétique

A la cotisation annuelle, s'ajoute une participation financière aux études énergétiques de la collectivité. Voir tableau ci-dessous.

Les études énergétiques concernent notamment :

- Audits énergétiques
- STD - Réalisation d'une Simulation Thermique Dynamique
- Sensibilisation aux économies d'énergie des utilisateurs des bâtiments
- Accompagnement pour la mise en œuvre des préconisations = Mission Programmist
- Autres prestations selon évolution des cahiers des charges : Analyse patrimoniale dans le cadre du décret tertiaire, Calcul thermique réglementaire, EnR,

ETUDES	SUBVENTION ADEME/REGION	PARTICIPATION DU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Audits énergétiques et Simulation Thermique Dynamique (STD)	70% du HT	10% du HT	20% du HT + la totalité de la TVA
Mise à jour des études énergétiques (audits, STD, ...) ou autres prestations selon cahiers des charges	0%	0%	100% du HT + la totalité de la TVA
Programmist Pour objectif « Effilogis »	70% du TTC	0% du HT	16% du HT + la totalité de la TVA
Action de sensibilisation	0%	30% du HT	70% du HT + la totalité de la TVA
Thermographie réalisée en interne (Pour les non-adhérents au service CEP)	/	/	0 € pour le 1 ^{er} bâtiment 100€/bâtiment suivant

Pour des travaux « Energies » (rénovation énergétique des bâtiments et/ou installations énergies renouvelables) : Le nombre de projet des collectivités est limité à : 1 projet par an et dans la limite d'un plafond d'aide du SDEY de 50 000 €

Les collectivités doivent présenter leur demande d'aide auprès du SDEY, avec un courrier et un plan de financement global, afin notamment d'entrevoir les éventuels autres financeurs. La priorisation des dossiers sera donnée aux projets ayant la plus grande valeur environnementale.

B. Solaire Photovoltaïque

L'énergie solaire photovoltaïque est obtenue en convertissant une partie de l'énergie du rayonnement solaire en électricité. Cette opération se fait par le biais d'installations photovoltaïques. L'électricité produite, peut être vendue en totalité ou utilisée pour les besoins propres du bâtiment ou des installations à proximité (on parle alors d'autoconsommation).

- Pour bénéficier de l'accompagnement du SDEY, l'adhésion au service CEP (point A) est obligatoire. Le SDEY s'inscrit dans un accompagnement global à la maîtrise et à l'optimisation énergétique, de manière à ce que soit assuré un niveau minimum de performance énergétique pour les bâtiments pour lesquels les travaux sont réalisés.
- L'étude de faisabilité est réalisée via un prestataire sélectionné par marché public par le SDEY. Les études sont déclenchées par bons de commande :
 - Le SDEY paie la facture du prestataire. Il émet le titre à l'encontre du demandeur.
 - Si le demandeur réalise directement une étude de faisabilité, sans passer par le prestataire du SDEY, il pourra bénéficier des aides à l'investissement si respect des conditions de l'ADEME pour ces études.

(Etudes réalisées selon cahier des charges ADEME et prestataire détenant un référencement bénéficiant de la reconnaissance RGE dans ce champ d'application ou s'il peut attester de conditions équivalentes.) *RGE : Reconnu Garant de l'Environnement*

• Investissement porté directement par le maître d'ouvrage

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	SUBVENTION ADEME/REGION	ARTICIPATION DU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Etude de faisabilité Cas n°1 : « auto- consommation »	Etude technique, économique et financière	70% du HT (A demander, au cas par cas)	10% du HT	20% du HT + la totalité de la TVA
Etude de faisabilité Cas n°2 : « Vente totale »	Etude technique, économique et financière	/	30 % du HT	70% du HT + la totalité de la TVA
Investissement Solaire photovoltaïque avec Autoconsommation individuelle ou collective (porté directement par le maître d'ouvrage)	Travaux Uniquement si autoconsommation Critères d'éligibilité : Etude de faisabilité réalisée au préalable selon cahier des charges ADEME	/	20 % du HT sur les dépenses éligibles* montant maximum de 40 000€	80 % du HT des dépenses éligibles* Et 100% des dépenses non éligibles + la totalité de la TVA

*Dépenses éligibles : fourniture et pose de « l'installation photovoltaïque », hors raccordement et hors éventuels travaux liés à la structure du bâtiment ou à l'aménagement au sol.

Et pour les investissements en « **autoconsommation** » : Les dépenses éligibles seront prises en

compte à la hauteur du % d’**autoconsommation**.
Par exemple : sur projet de 50 000 € de dépenses (fourniture et pose)
*Si 90% d’**autoconsommation** = Les dépenses éligibles sont ramenées à 90 %, soit 45 000 €. Donc si projet aidé à 20 % des 5 000 €.*

C. Solaire Thermique

Un équipement solaire thermique actif recueille l’énergie du soleil et la transmet à un fluide caloporteur. La chaleur est ensuite utilisée afin de produire de l’eau chaude sanitaire et/ou pour chauffer des locaux.

- Pour bénéficier de l’accompagnement du SDEY, l’adhésion au service CEP (11.1) est obligatoire. Le SDEY s’inscrit dans un accompagnement global à la maîtrise et à l’optimisation énergétique, de manière à ce que soit assuré un niveau minimum de performance énergétique pour les bâtiments pour lesquels les travaux sont réalisés.
- **Etude de faisabilité** réalisée via un prestataire sélectionné et commandé par la collectivité, selon cahier des charges de l’ADEME.
Le SDEY paie la facture du prestataire et fait les demandes de subvention ADEME/REGION.
Il émet le titre à l’encontre du demandeur.
(Etudes réalisées selon cahier des charges ADEME et prestataire détenant un référencement bénéficiant de la reconnaissance RGE dans ce champ d’application ou s’il peut attester de conditions équivalentes.)*
**RGE : Reconnu Garant de l’Environnement*

- **Investissement porté directement par le maître d’ouvrage**

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	SUBVENTION ADEME/REGION	PARTICIPATION DU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Etude de faisabilité	Etude technique, économique et financière	70% du HT (Au cas par cas)	10% du HT	20% du HT + la totalité de la TVA
Investissement Solaire thermique (porté directement par le maître d’ouvrage)	Travaux	% selon projets	15% du HT sur dépenses éligibles* Montant maximum de 20 000€	% selon projets (sur dépenses éligibles*) + 100% des dépenses non éligibles + la totalité de la TVA
Nouveau Programme « Camping »	Travaux	% selon projets	20 % du HT sur dépenses éligibles* Montant maximum de 20 000€	% selon projets (sur dépenses éligibles*) + 100% des dépenses non éligibles + la totalité de la TVA

*Dépenses éligibles : selon règlement d’intervention des structures mobilisées ADEME et/ou REGION, s’il y a lieu, ou sinon sur les dépenses éligibles des Règlements d’interventions du SDEY.

D. Chaufferie bois énergie et réseau de chaleur

Une chaufferie bois est un local abritant une chaudière bois ainsi que les équipements destinés à assurer le bon fonctionnement du chauffage et de la production d'eau chaude sanitaire. Plaquettes et granulés sont les deux variantes du bois-énergie concernées par l'accompagnement proposé par le SDEY. Les chaudières bois présentent un intérêt environnemental en ce que le combustible utilisé n'est pas d'origine fossile.

Un réseau de chaleur est un système de distribution de la chaleur produite par un ou plusieurs équipements, à un ou plusieurs destinataires *via* un ensemble de canalisations. On parle de « réseau de chaleur » dès lors qu'une opération de vente de chaleur est réalisée avec un tiers. Dans le cadre d'une utilisation de la chaleur produite sans vente à un tiers, on parle de « réseau technique ». Les réseaux de chaleur ou technique doivent être ici adossés à une énergie renouvelable comme le Bois-Energie.

Le SDEY propose un accompagnement au développement des chaufferies bois et à la création ou à l'extension de réseaux de distribution de chaleur et de réseaux techniques dont la source est renouvelable.

- Pour bénéficier de l'accompagnement du SDEY, l'adhésion au service CEP est obligatoire. Le SDEY s'inscrit dans un accompagnement global à la maîtrise et à l'optimisation énergétique, de manière à ce que soit assuré un niveau minimum de performance énergétique pour les bâtiments pour lesquels les travaux sont réalisés.
- L'Etude est réalisée via un prestataire sélectionné par marché public par le SDEY. Les études sont déclenchées par bons de commande :
 - Le SDEY paie la facture du prestataire et fait les demandes de subvention ADEME/REGION qu'il conserve. Il émet le titre à l'encontre du demandeur.
 - Si le demandeur réalise directement une étude de faisabilité, sans passer par le prestataire du SDEY, il pourra bénéficier des aides à l'investissement si respect des conditions de l'ADEME pour ces études.
(Etudes réalisées selon cahier des charges ADEME et prestataire détenant un référencement bénéficiant de la reconnaissance RGE dans ce champ d'application ou s'il peut attester de conditions équivalentes.)*
**RGE : Reconnu Garant de l'Environnement*
- Investissement porté directement par le maître d'ouvrage

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	SUBVENTION ADEME/REGION /FEDER	PARTICIPATION DU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Etude de faisabilité (chaufferie Bois ou Réseau de chaleur)	Etude	70% du HT	10% du HT	20% du HT + la totalité de la TVA
Investissement Chaufferie Bois (porté directement par le maître d'ouvrage)	Travaux	% selon projets	15% du HT sur les dépenses éligibles* Montant maximum 40 000€	% selon projets (sur dépenses éligibles*) + 100% des dépenses non éligibles + la totalité de la TVA
Investissement Réseau de chaleur (porté directement par le maître d'ouvrage)	Travaux de création ou d'extension	% selon projets	15% du HT sur les dépenses éligibles* Montant maximum 40 000€	% selon projets (sur dépenses éligibles*) + 100% des dépenses non éligibles + la totalité de la TVA

*Dépenses éligibles : selon règlement d'intervention des structures mobilisées ADEME, REGION et/ou FEDER, s'il y a lieu, ou sinon sur les dépenses éligibles des Règlements d'interventions du SDEY. De plus, dans le cadre des contrôles obligatoires du dispositif « CEE », le SDEY répercutera ces nouveaux frais par l'application, en déduction, d'un forfait de 7% du montant de l'aide.

E. Appels à projets de rénovation énergétique des bâtiments

Rénovation énergétique globale des bâtiments « BBC - Effilogis »

Cet appel à projet pour la rénovation énergétique des bâtiments communaux et communautaires existants vise un niveau de performance « BBC - Bâtiment Basse Consommation - EFFILOGIS » par la mise en œuvre d'une rénovation globale du bâtiment.

L'appel à projet est ouvert aux collectivités adhérentes au service de « Conseil en Énergie Partagé (CEP) ». Les projets éligibles sont les rénovations de bâtiments communaux ou communautaires existants à usage tertiaire, résidentiel ou mixte.

Les projets doivent relever d'une rénovation énergétique globale du bâtiment et atteindre, à minima, les niveaux de performance énergétique du programme EFFILOGIS. L'atteinte de ce niveau de performance devra être justifiée par la réalisation d'une étude thermique réglementaire, calculée conformément aux règles Th-C-Eex (arrêté du 13 juin 2008).

La collectivité devra obligatoirement avoir recours à une mission de maîtrise d'œuvre.

Les projets doivent être retenus au programme EFILOGIS de la Région Bourgogne Franche Comté, afin de bénéficier des subventions du SDEY. Les niveaux de consommation d’énergie primaire, minimum, à atteindre sont définis dans le règlement d’attribution d’EFFILOGIS.

L’aide à l’investissement du SDEY est uniquement complémentaire à l’aide attribuée par le programme EFFILOGIS de la Région BFC.

Certains travaux respecteront également les exigences de Certificats d’Economies d’Energies (CEE).

La collectivité s’engage à fournir, dans un délai de 3 mois après la date de réception des travaux, les documents nécessaires pour remplir les dossiers de CEE générés par ces travaux de rénovation, retenus dans cet appel à projet, et à céder 100% du bénéfice de leur vente au SDEY dans la perspective de financer une partie de l’ingénierie associée à cet appel à projet et de mettre en place par le SDEY de nouvelles actions de maîtrise de la demande d’énergie.

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	SUBVENTION REGION	PARTICIPATIONDU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Investissement <i>(porté directement Par les collectivités)</i>	Travaux	% selon projets	25 % du HT sur les dépenses éligibles* avec un plafond de 50 000€/projet	% selon projets (sur dépenses éligibles*) + 100% des dépenses non éligibles + la totalité de la TVA

*Dépenses éligibles (identiques aux dépenses éligibles du règlement EFFILOGIS en vigueur de la Région BFC)
De plus, dans le cadre de contrôles obligatoires du dispositif « CEE », le SDEY répercutera ces nouveaux frais par l’application, en déduction, d’un forfait de 7% du montant de l’aide.

Rénovation énergétique partielle des bâtiments (BOUQUET DE TRAVAUX »)

Force est de constater que le niveau de performance énergétique « Bâtiment Basse Consommation BBC rénovation » est parfois difficilement atteignable à un coût acceptable (bâtiment classé, taux d’occupation faible, …), les élus du SDEY ont souhaité aider les adhérents du service CEP, à réaliser des travaux d’amélioration de la performance énergétique de leur patrimoine bâti en vue de réaliser des économies d’énergie, même s’ils ne peuvent s’inscrire dans une démarche de rénovation globale BBC - Effilogis.

Cet appel à projet est ouvert aux collectivités adhérentes au service « Conseil en Énergie Partagé (CEP) » et ayant finalisé leurs études énergétiques (pré-diagnostics, audits, …), permettant d’appréhender les préconisations et scénarios de travaux.

Les travaux éligibles sont les travaux de rénovation énergétique des bâtiments communaux ou communautaires existants à usage tertiaire, résidentiel ou mixte. Certains travaux ne sont éligibles que dans le cas d’un « bouquet » de travaux. Le détail des travaux éligibles et des critères techniques sont précisés dans le règlement d’attribution.

Certains travaux respecteront également les exigences de Certificats d’Economies d’Energies (CEE).

La collectivité s’engage à fournir, dans un délai de 3 mois après la date de réception des travaux, les documents nécessaires pour remplir les dossiers de CEE générés par ces travaux de rénovation, retenus dans cet appel à projet, et à céder 100% du bénéfice de leur vente au SDEY dans la perspective de financer une partie de l’ingénierie associée à cet appel à projet et de mettre en place par le SDEY de nouvelles actions de maîtrise de la demande d’énergie.

Cette aide financière est cumulable avec d’autres dispositifs de financement publics, tels que les programmes de l’Ademe-Région, les contrats de Parc, de Pays, …

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	PARTICIPATION DU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Investissement (porté directement par les collectivités)	Travaux	<p>15% du HT sur les dépenses éligibles*</p> <p>Nouveau : Augmentée à 20% si rénovation plus complète et/ou si chaudière bois en même temps**</p> <p>avec plafond de 20 000€/projet</p>	<p>85 % (ou 80% si aide bonifiée)</p> <p>selon projets (sur dépenses éligibles*)</p> <p>+ 100% des dépenses non éligibles</p> <p>+ la totalité de la TVA</p>

* Le montant des dépenses à retenir pour le calcul de l’aide financière accordée au titre de cet appel à projet sera défini par le CEP de la collectivité et selon le règlement d’attribution du SDEY. Il correspond au montant HT des travaux de rénovation énergétique.

De plus, dans le cadre des contrôles obligatoires du dispositif « CEE », le SDEY répercutera ces nouveaux frais par l’application, en déduction, d’un forfait de 7% du montant de l’aide.

** Précisions techniques dans le règlement d’attribution en vigueur

F. Aides pour bâtiments neufs

Aide à la construction de bâtiments respectant le référentiel EFFILOGIS

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	SUBVENTION REGION	PARTICIPATION DU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Investissement (porté directement par les collectivités)	Travaux	Pour les bâtiments des adhérents au service CEP	% selon projets	20 % du HT sur les dépenses éligibles* avec un plafond de 50 000€ /projet	% selon projets (sur dépenses éligibles*) + 100% des dépenses non éligibles + la totalité de la TVA

*Dépenses éligibles (identiques aux dépenses éligibles du règlement EFFILOGIS en vigueur de la Région BFC)

G. Appel à projet isolation de combles perdus

Face à la hausse des prix des énergies, les communes de l'Yonne voient les factures énergétiques de leurs bâtiments augmenter considérablement. L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments est une action nécessaire afin d'endiguer ce phénomène. L'isolation des combles perdus, non aménageables, est une action prioritaire à mener au regard des économies générées.

Pourquoi le choix d'une action portée sur l'isolation des combles perdus ?

- C'est un **investissement très efficace en matière d'économie d'énergie** (on traite en général 30 % des déperditions thermiques d'un bâtiment) tout en améliorant le confort des usagers

Les travaux sont rapides et souvent plus simples à mettre en œuvre. L'objectif de ce projet est multiple :

- Faire engager de manière massive des travaux d'isolation des combles perdus afin d'améliorer la performance thermique des bâtiments publics (mairies, écoles, salles des fêtes, etc.) ;
- Contribuer à réduire les charges énergétiques toujours plus lourdes qui pèsent sur le budget des collectivités ;
- Faciliter les démarches administratives et techniques des collectivités ;
- Réduire les coûts de l'isolation par l'effet de volume ;
- Activer une dynamique locale pour engager les collectivités et les acteurs du territoire autour des enjeux du développement durable et de la transition énergétique ;
- Inciter les collectivités à acquérir un rôle d'exemplarité en matière d'économies d'énergie et de réduction des gaz à effet de serre vis-à-vis de leurs administrés.

Cet appel à projet est ouvert à toutes les communes de l'Yonne reversant tout ou partie de la TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'électricité). Elles seront engagées dans un groupement de commande. Le SDEY assurera le pilotage de ce groupement de commande.

Les travaux répondront à minima aux exigences du dispositif de Certificats d'Economies d'Energies (CEE).

La collectivité s'engage à fournir, dans un délai de 3 mois après la date de réception des travaux, les documents nécessaires pour remplir les dossiers de CEE générés par ces travaux de rénovation, retenus dans cet appel à projet, et à céder 100% du bénéfice de leur vente au SDEY dans la perspective de financer une partie de l'ingénierie associée à cet appel à projet et de mettre en place par le SDEY de nouvelles actions de maîtrise de la demande d'énergie.

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	PARTICIPATION DU SDEY	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Etude (portée par le SDEY)	Etude	75% du HT	25% du HT + la totalité de la TVA de l'étude
Investissement (porté par le demandeur)	Travaux	50% du HT (Ou 25 % du HT si pas CEP)	50 % du HT + la totalité de la TVA de l'étude (Ou 75 % du HT + la totalité de la TVA de l'étude, si pas CEP)

H. Sensibilisation par action de Thermographie

Dans le cadre du service « Optimisation Energétique », il est proposé de réaliser des actions de sensibilisation des collectivités via une action de thermographie des bâtiments.

Cette action est menée en interne par le service optimisation.

Le coût de cette prestation est établi à 0 € pour le 1^{er} bâtiment étudié puis à 100 € / bâtiment supplémentaire étudié, facturée aux collectivités lorsqu'elles ne sont pas adhérentes au service CEP.

I. Certificat d'Économie d'Énergie (CEE)

Face à la complexité de la procédure administrative, le SDEY peut assurer pour les communes et les EPCI, la gestion des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) relatifs à l'éclairage public et aux bâtiments, permettant ainsi leur mutualisation.

Le dispositif CEE incite à réaliser des économies d'énergie dans le secteur du bâtiment et de la petite et moyenne industrie. Les fournisseurs d'énergie, appelés « Obligés », sont tenus d'effectuer des économies d'énergie. Pour respecter cette obligation, deux voies s'offrent à eux : la conduite d'actions directes auprès de leurs abonnés en les incitant à investir dans des équipements économes en énergie ou l'achat, sur le marché national, de Certificats d'Economies d'Energie. Ces derniers sont délivrés

notamment aux collectivités, appelées « Non Obligés ou Eligibles », lorsqu'elles ont mis en œuvre des travaux destinés à réaliser des économies d'énergies sur leur patrimoine.

Il est exigé que les collectivités transmettent les documents dans les 3 mois, après la date de réception des travaux. Dans le cas contraire, le SDEY ne garantit pas le dépôt du dossier.

Pour les communes :

Eclairage Public

Recettes CEE

100 % pour SDEY

Les sommes perçues de la vente des CEE « Eclairage Public » sont mutualisées, le SDEY en assurant la maîtrise d'ouvrage et une partie des coûts. Les recettes sont réinvesties dans les travaux d'éclairage public permettant des économies d'énergie.

Bâtiments

Recettes CEE

70% pour la commune

30% pour le SDEY

La maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs aux bâtiments étant, quant à elle, assurée par les communes, les recettes issues de la vente des CEE sont redistribuées aux communes à hauteur de 70%. Les 30% restants sont conservés par le SDEY pour couvrir ses frais de gestion.

Pour les EPCI :

Bâtiments et éclairage Public

Recettes CEE

70% pour la collectivité

30% pour le SDEY

La maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs aux bâtiments et à l'éclairage public étant assurée par les EPCI, les recettes issues de la vente des CEE sont redistribuées aux EPCI à hauteur de 70%. Les 30% restants sont conservés par le SDEY pour couvrir ses frais de gestion.

Dans tous les cas, dans le cadre des contrôles obligatoires du dispositif « CEE », le SDEY répercutera ces nouveaux frais par l'application, en déduction, d'un forfait de 7% sur le montant global de vente des CEE, avant répartition sdey/collectivité.

J. Cadastre solaire :

Cadastre solaire

Le cadastre solaire est un outil de communication et de sensibilisation aux énergies solaires (photovoltaïque et thermique).

Celui-ci permet d'évaluer le potentiel solaire des toitures du territoire, basé sur un outil cartographique disponible en ligne.

Le SDEY souhaite que tous les acteurs de l'Yonne puissent être sensibilisés à ces énergies.

Le cadastre solaire peut notamment permettre :

- De faciliter le développement des projets énergies renouvelables citoyennes,
- L'autoconsommation individuelle ou collective.

Les données à l'échelle d'un territoire (EPCI à Fiscalités Propres ou Communes) seront accessibles après convention avec le SDEY sur la base du coût ci-dessous :

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Accès au CADASTRESOLAIRE	Etude technique, économique	A l'échelle d'un EPCI ou d'une commune	0.20 € / hab.

Dans le cadre de cette mission, le SDEY souhaite travailler avec des partenaires pour animer et accompagner les demandeurs intéressés. (Exemple : chambres consulaires, Espace Info Energie de l'ADIL, ...). Le Président est autorisé à signer tous les documents qui en découlent.

12. PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIE (PCRS)

La réglementation précise, à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2012 modifié « Le fond de plan employé pour la transmission des données de localisation des réseaux aux déclarants est le meilleur lever régulier à grande échelle disponible, établi et mis à jour par l'autorité publique locale compétente en conformité avec les articles L. 127-1 et suivants du code de l'environnement et selon le format d'échange PCRS (plan corps de rue simplifié) établi et mis à jour par le Conseil national de l'information géographique »

Dans le département de l'Yonne, l'autorité publique locale compétente est le SDEY.

L'objectif du PCRS est de faciliter les échanges entre exploitants et déclarants via un fond de plan unique et précis.

A partir du 1er janvier 2020 en unité urbaine, au du 1er janvier 2026 hors unité urbaine, le format d'échange PCRS devra être utilisé pour toute réponse aux DT et DICT.

Modalités de mise en œuvre par le SDEY :

- Un format PCRS normalisé sous l'égide du CNIG (Conseil National de l'Information Géographique)
- Le SDEY a fait le choix de la photographie aérienne de très haute résolution
- Dans l'Yonne, il a été réalisé sur la totalité du territoire
- Une démarche mutualisée entre exploitants et collectivités concernés, sous la coordination de l'autorité publique locale compétente

PROJET	NATURE DE L'INTERVENTION	OBSERVATIONS	FONDS DE CONCOURS DU DEMANDEUR
Accès au PCRS	Etude technique, économique	A l'échelle d'une commune en concession	1 € / hab.
		A l'échelle d'une commune hors concession	2 € / hab.

13. PEINTURE DE POSTES DE TRANSFORMATION

Le SDEY verse à une commune qui en fait la demande une subvention forfaitaire de 400€ pour la peinture d'un poste de transformation.

14. CAS EXCEPTIONNEL

Le comité, ou le bureau en cas de délégation, a compétence pour définir les modalités de financement de travaux qui par leur intérêt, notamment économique ou esthétique, suscitent un traitement particulier.

Envoyé en préfecture le 22/03/2023

Reçu en préfecture le 22/03/2023

Publié le



ID : 089-218900595-20230317-2023_01-DE